

RN 164. Le député à Paris pour sauver Magorwenn

Le député Richard Ferrand est monté au ministère lundi pour défendre la réintégration de l'échangeur de Magorwenn dans le projet d'aménagement de la RN 164. Il dit avoir bon espoir d'obtenir satisfaction.

Au ministère, Richard Ferrand était accompagné de son assistant parlementaire, Yann Le Boulanger.



On le sait depuis le début de l'été : dans son projet de mise à 2x2 voies de la RN 164, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal), supprime l'accès à la commune de Châteauneuf, au lieu-dit Magorwenn.

Une amputation totalement impensable aux yeux des élus communautaires et municipaux, qui, tour à tour, sont montés au créneau pour obtenir la réintégration de cet accès dans le tracé. Concentration du trafic à l'entrée nord de la ville, problèmes de sécurité : leurs argu-

ments sont légion, et le député Richard Ferrand n'a pas manqué de les répéter, lundi, dans les bureaux du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, où il avait rendez-vous avec les collaborateurs du ministre.

« La région paye la moitié »

Il a aussi sorti un argument supplémentaire, celui de la participation de la Région dans le financement de cette opération de mise à 2x2 voies. Il faut rappeler, en effet, que le montant global s'élève à 50 M€. Et si

l'État apporte 50 % dans le cadre du programme de modernisation des itinéraires du réseau routier national 2009-2014, c'est bien la Région qui abonde pour les 50 % restants. « Ce qui est loin d'être le cas partout », a rappelé le député.

Réponse espérée à la fin du mois

À la sortie de l'entrevue, Richard Ferrand se disait plutôt confiant : « J'ai l'impression que le message est passé, et qu'un point d'accord est possible. J'ai plaidé pour que cet échangeur

de Magorwenn puisse être réintégré dans la déclaration d'utilité publique. Cela permettra, dans un premier temps, de garantir un financement des études, et de se donner le temps de trouver le million d'euros nécessaire à la réalisation ».

La bonne nouvelle, si elle se confirme, pourrait être officialisée à la fin du mois, lors d'une nouvelle réunion à Châteauneuf sous la présidence du préfet de Région. Le démarrage du chantier est toujours espéré pour 2014.

Jean-Luc Padellec